

La faute de Gorbatchev



Le récent décès de Mikhaïl Gorbatchev a été l'occasion générale de louer une fois de plus son rôle dans l'abattement du communisme, et d'oublier son rôle dans le démembrement de la Russie.

Il est vrai qu'il a joué un rôle primordial, non seulement en poussant l'URSS sur la voie de la démocratisation (à commencer par la fin du monopartisme), mais aussi en y encourageant la Hongrie et la Pologne, ces deux pays ne pouvant donner libre cours à leurs aspirations réformatrices et libératrices sans l'autorisation soviétique, en l'occurrence même l'exemple soviétique sous Gorbatchev. Celui-ci a libéré la société, en partant de la sphère politique et en commençant par rendre une capacité d'initiative à la société civile, qui gagnerait vite d'autres sphères, mais dont le premier signe majeur fut la normalisation du parti communiste parmi d'autres partis concurrents, et donc de l'idéologie collectiviste parmi d'autres options votables. Sur le plan international, après avoir abandonné l'objectif de libérer les prolétariats

d'Europe occidentale, il a dissous le Pacte de Varsovie (alors que les raisons de sa fondation existaient encore) ce qui a libéré les six autres pays « frères » européens de la tutelle soviétique mais aussi livré à eux-mêmes les autres régimes communistes du monde, à commencer par Cuba qui ne pouvait pas tenir l'Afrique australe et orientale sans soutien.

C'est alors qu'il s'est trouvé pris entre d'une part l'aile la plus conservatrice de l'appareil communiste et d'autre part les nouveaux dirigeants (apparatchiks soudain déclarés réformateurs) des républiques les plus importantes. Le coup d'Etat d'août 1991, qui a d'ailleurs donné à l'inénarrable presse française l'occasion d'appeler « extrême-droite » l'aile communiste la plus irrédentiste, est généralement considéré comme la cassure qui a créé et renversé le rapport de forces entre le pouvoir fédéral (comité central) et les nouveaux pouvoirs provinciaux. C'est à ce moment que Boris Eltsine, pourtant une pâle figure comparée à Edouard Chevardnadzé ou Leonid Kravtchouk (ou à plus forte raison Anatoli Soltchak), devint accidentellement le porte-étendard de la décentralisation.

Pensant moderniser le régime politique Gorbatchev a transformé le poste de secrétaire général du parti communiste en président de la république (fédérale), puis pensant abolir le régime soviétique, fin 1991 il a aboli cette fonction et déclaré la souveraineté des (douze restantes) républiques, certes invitées à participer à un forum de concertation la Communauté des Etats Indépendants.

Gorbatchev pensait abolir l'Etat soviétique, symbole d'oppression, sans réaliser que le soviétisme n'était qu'un régime. L'Etat lui était antérieur, bien antérieur à la révolution bolchévique qui ne l'avait pas fondé mais conquis. Cet Etat, d'Odessa à Vladivostok, c'était la Russie. Le régime soviétique n'avait pas fédéré de nouveaux territoires à la Russie, il avait découpé celle-ci en grandes préfectures artificielles appelées républiques de Russie, de Biélorussie,

d'Ukraine, du Kazakhstan etc. En accordant une souveraineté nouvelle à ces subdivisions, Gorbatchev a démembré la Russie. Certains territoires récents (en termes historiques) avaient conservé leur nom d'avant conquête ou annexion, comme la Géorgie par exemple, historiquement distincte de la Petite Russie (Malorussie) berceau de la principauté de Kiev et plus tard renommée Ukraine ou « confins », de la Russie Blanche (Biélorussie) en réalité « franche » car échappée aux Mongols, de la Grande Russie (Moscovie) appelée ainsi depuis le basculement du centre de gravité vers le Nord-Est, ou de la Nouvelle Russie (Novorussie) libérée par Catherine II de trois siècles d'exactions mahométanes consécutives à la chute de Constantinople. Mais en 1917 la Géorgie était aussi russe que la Provence était française cent ans après l'union d'Etats ou la Navarre un siècle après la confusion des couronnes, aussi russe que la Savoie est française aujourd'hui.

L'acte inouï de Mikhaïl Gorbatchev est comparable à celui d'un président de la 5^e république française qui, à l'issue de deux siècles et demi d'expérience révolutionnaire, déciderait de dissoudre la république et d'accorder la souveraineté aux cent départements ou aux dix (simple exemple puisque le chiffre et les découpages sont régulièrement révisés pour empêcher la renaissance des provinces historiques) régions administratives du moment. Les préfets auraient beau être élus au lieu de nommés, voire issus de leur terroir respectif au lieu d'être parachutés de Paris, ces nouveaux Etats artificiellement délimités et émancipés seraient tous la France, même si une Picardie ou une île-de-France se déclarait Etat successeur de la République française et revendiquait autant l'exclusivité du nom de France que le siège au Conseil de Sécurité de l'ONU et les clefs de l'arme nucléaire. La France existait bien avant la république, celle-ci a conquis (et certes hypertrophié) un appareil étatique préexistant, pluriséculaire. Le régime peut se dissoudre, de la même manière que le processus révolutionnaire permanent a engendré une vingtaine de constitutions en vingt décennies (celle issue

du coup d'Etat de mai 1958 n'étant que la plus longève mais pas nécessairement la dernière), sans pour autant modifier les frontières géographiques et humaines du pays. On ne saurait comparer l'Etat français ou russe avec, par exemple, l'institution confédérale des Emirats Arabes Unis qui peut se dissoudre en rendant leur pleine souveraineté à chacun des sept émirats bien distincts.

A l'opposé de Mikhaïl Gorbatchev, et à la même époque, un autre grand homme a su mettre fin à un régime politique sans détruire l'Etat ni démembrer le pays. Il a certes accordé la souveraineté à un territoire pris en protectorat depuis moins d'un siècle, comme l'URSS aurait pu abandonner à l'indépendance les récentes colonies russes d'Asie centrale, et il a aussi pris soin de démanteler l'arsenal et le programme nucléaires, et de réinsérer le pays dans la communauté internationale, avant de passer le pouvoir. Il n'a eu que le tort de croire à une transition démocratique sans prévoir qu'un nouveau parti unique ethnique allait opprimer certaines minorités. En tout cas il a dissous un régime, transmis le pouvoir et l'Etat, sans dépecer le pays. Il s'agit de Frederik de Klerk.

La circonscription artificielle d'île-de-France n'est qu'une partie de la France dite actuellement République française, et de même la République Socialiste Fédérative de Russie n'était qu'une partie de la Russie dite alors Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Mikhaïl Gorbatchev a commis une lourde faute. La réunification de la Russie, après consultation de ses anciens peuples séparés arbitrairement, n'est pas moins légitime ou logique que celle de l'Allemagne effectuée sans consultation de ses peuples.

Stratediplo

<https://www.stratediplo.blogspot.com>